



## L'IEDOM et le contrôle des conseillers en investissement financier

Une nouvelle mission vient d'être confiée à l'IEDOM par l'Autorité des Marchés financiers (AMF) ; elle concerne le contrôle des conseillers en investissement financier.

Conformément aux dispositions du code monétaire et financier relatives au recours à des tiers par l'AMF pour l'exercice de ses pouvoirs de contrôle et d'enquête, un protocole a été conclu entre l'AMF et l'IEDOM le 1<sup>er</sup> février 2010.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité des pratiques appliquées en France métropolitaine où la Banque de France intervient déjà dans un cadre identique.

Créée par la loi 2003-706 de sécurité financière du 1<sup>er</sup> août 2003, l'AMF, organisme public indépendant qui a succédé à la COB et au CMF, doté de la personnalité morale et disposant d'une autonomie financière, a pour missions de veiller :

- à la protection de l'épargne investie dans les instruments financiers et tout autre placement donnant lieu à appel public à l'épargne ; - à l'information des investisseurs ; - au bon fonctionnement des marchés d'instruments financiers.

Les compétences de l'AMF portent sur les opérations et l'information financière ; les produits d'épargne collective ; les marchés et leurs infrastructures ; les professionnels. L'AMF peut également procéder à des enquêtes et, en cas de pratiques contraires à son règlement général ou aux obligations professionnelles, prononcer des sanctions par l'intermédiaire de sa Commission de sanctions.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Engagements de crédit à l'économie

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, Christine Lagarde, a réuni le 11 février 2010 les dirigeants des cinq principaux réseaux bancaires pour tirer le bilan des engagements de crédit à l'économie des banques ayant bénéficié du soutien de l'Etat.

Les encours de crédit des 12 banques ayant signé une convention avec l'Etat ont progressé de 2,7 % en 2009. Ces banques s'étaient engagées à une croissance de leurs encours de crédit de + 3 % à + 4 % en octobre 2008. Les encours ont crû de 4,5 % pour les ménages et reculé de 1,1 % pour les entreprises. La progression a été de 2,7 % pour les TPE-PME, taux de croissance jugé insuffisant par Madame Lagarde qui a annoncé une priorité d'actions en faveur des TPE-PME en 2010 et demandé aux banques de prendre des engagements en matière de crédits aux TPE-PME avant la rencontre avec le Président de la République. Elle a également décidé de reconduire en 2010 le dispositif de suivi des encours de crédits pour chaque catégorie de crédit. Les banques se sont engagées à signer avec l'Etat des conventions pour la mise à disposition de leurs données d'encours de crédits.

### Médiation du crédit aux entreprises

Au mois de janvier 2010, 891 entreprises ont saisi la Médiation du crédit, portant à 21 382 le nombre de dossiers déposés en médiation. En données cumulées, 82 % des dossiers déposés ont été pris en charge par les équipes de médiation. 84 % des dossiers éligibles sont désormais instruits et clôturés et le taux de la médiation réussie reste stable à 64 %. Au total, le dispositif de médiation du crédit aux entreprises a permis depuis son lancement de conforter près de 9 440 entreprises dans leur activité, de débloquer 2,4 milliards d'euros de crédit et de préserver 181 854 emplois en France.

### Communiqués du ministère de l'outre-mer

#### 1 - Le FISAC (Fonds d'intervention des services, de l'artisanat et du commerce) dans les DOM

La ministre chargée de l'outre-mer, Marie-Luce Penchard, et le secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme, des services et de la consommation, Hervé Novelli, ont annoncé l'adaptation des règles du FISAC aux spécificités des DOM. Principal outil de politique publique en faveur du commerce de détail et de l'artisanat commercial, le FISAC a pour priorité la préservation et le développement d'un tissu d'entreprises de proximité. L'ensemble de la procédure, de l'instruction à la décision, sera désormais déconcentré au niveau des Préfets. Il sera également possible pour les projets d'opérations collectives de remplacer la participation financière des collectivités territoriales par les fonds structurels européens. Les hameaux et les bourgs ruraux de moins de 3 000 habitants, et non plus uniquement les communes comme c'est le cas au niveau national, seront désormais éligibles aux opérations collectives et d'aménagement en milieu rural ainsi qu'aux opérations individuelles. Un budget de 8 millions d'euros, spécialement dédié aux DOM, a été mis en place.

#### 2 - Point d'étape sur le microcrédit en outre-mer

Madame Marie-Luce Penchard a reçu Madame Maria Nowak, Présidente et fondatrice de l'Adie (association pour le droit à l'initiative économique), pour faire un point d'étape sur le microcrédit en outre-mer ainsi que le bilan de la convention qui lie son association au ministère chargé de l'outre-mer sur la période 2009-2011. L'Adie est présente dans toute l'outre-mer à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon. Le montant de ses opérations outre-mer est passé de 2,3 millions d'euros de prêts en 2005 à 7,6 millions d'euros en 2009, soit 18,5 % de l'activité nationale. Au total, 9,2 millions d'euros ont été prêtés en 2009 (microcrédit, prêts d'honneur, dispositif Nacre..), pour un investissement global de 18,6 millions d'euros. La convention signée avec la ministre chargée de l'outre-mer en 2009 (subvention de 2 millions d'euros sur 3 ans) a permis de mener près de 3 000 actions d'accompagnement des microentrepreneurs (formation, suivi et conseil).

### Publications

#### Bilan de la médiation bancaire

Le rapport 2008 du Comité de la médiation bancaire est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : [http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb\\_bilan\\_2008.pdf](http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2008.pdf)

### Publications de l'IEDOM

#### L'habitat à Mayotte

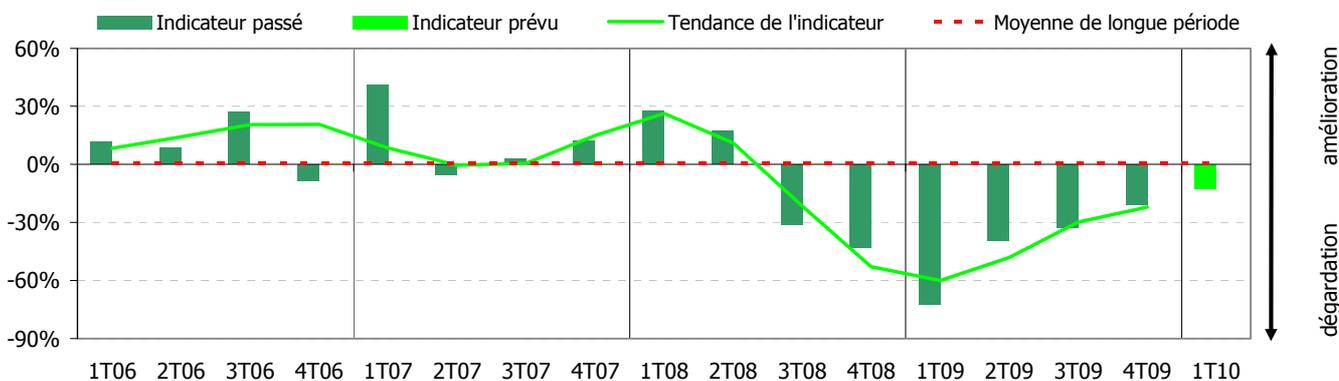
La note expresse n° 66 réalisée par l'agence de Mayotte est disponible sur notre site Internet ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)) rubrique Observatoire et financier - publications thématiques et sectorielles.

# BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

## L'économie martiniquaise a limité son repli au quatrième trimestre 2009

Selon l'enquête trimestrielle de conjoncture auprès de 124 entreprises, la fin d'année 2009 a été marquée par une moindre dégradation de l'activité économique. Toutefois, la période s'est caractérisée par une nouvelle augmentation des charges d'exploitation et une dégradation des trésoreries des entreprises. La consommation des ménages et l'investissement ont montré quelques signes de frémissement mais l'environnement économique reste fragile. Les secteurs du commerce et des services semblent tirer partie d'un début de reprise de l'activité, alors que la situation des secteurs du BTP et du tourisme est toujours déprimée.

### Evolution des soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité



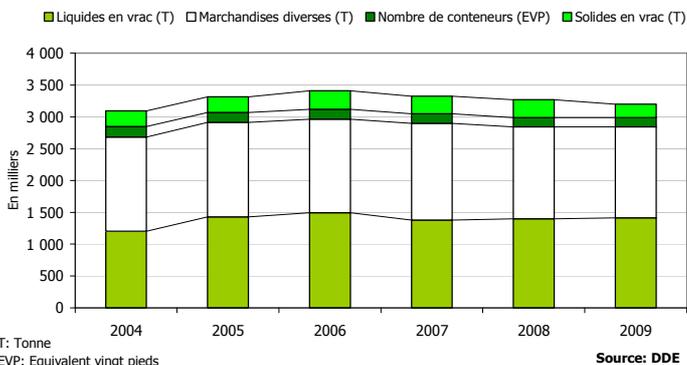
Source: Iedom

Le bulletin trimestriel, suivi de la conjoncture économique, sera en téléchargement sur le site internet de l'IEDOM ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

## Port : une contraction des échanges ...

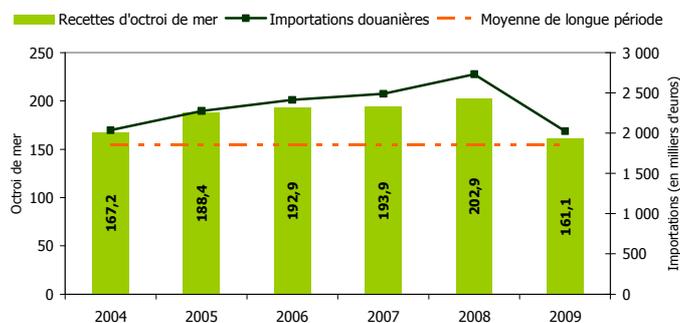
En 2009, le trafic global du port de Fort de France s'est replié de - 2,3 % par rapport à 2008. Dans le détail, le trafic des liquides en vrac s'est amélioré sur un an (+1,0 %), tandis que le trafic des solides en vrac a été nettement orienté à la baisse (- 25,8 %). Ce repli est essentiellement dû la contraction des entrées de clinker, soit - 33,4 % (produit utilisé dans la fabrication du ciment et du béton), en liaison avec la dégradation de l'activité du BTP. Le trafic de marchandises conteneurisées est caractérisé par une contraction plus modérée des volumes traités, tant au niveau des marchandises diverses (- 0,8 %) que du nombre de conteneurs (- 2,8 %).

### Evolution du trafic portuaire de marchandises



Source: DDE

### Evolution de l'octroi de mer et des importations



Source: Douanes - Douanes et droits indirects

## Une collecte d'octroi de mer plus faible

En 2009, les collectivités locales ont perçu 161,1 millions d'euros au titre de l'octroi de mer, soit -20,6 % par rapport 2008. Cette évolution est à rapprocher de la baisse conjointe des importations enregistrées par la Douane, sur la même période, soit - 25,9 %. Le niveau irrégulier de cette ressource fragilise le budget des communes pour qui elle constitue la première recette fiscale de financement.

## Emploi : nouvelle progression du chômage

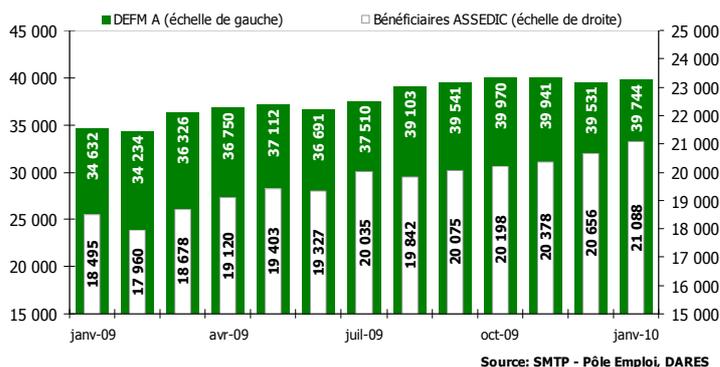
A fin janvier, le nombre de DEFM A poursuit sa progression (+ 14,8 % sur un an) pour atteindre 39 744 personnes. L'indicateur de chômage gagne ainsi 2,9 points sur un an pour s'établir à 24,2 %.

Parallèlement, à fin janvier 2010, 21 088 allocataires de l'Assedic sont recensés soit une augmentation de 14 % sur un an. Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (ARE, AUD, ACA)<sup>1</sup> atteint 15 683 soit une progression de +21,0% sur un an.

En rythme mensuel, le nombre de DEFM A augmente de +0,5 % par rapport à décembre 2009, tandis que le nombre de bénéficiaires de l'Assedic progresse de +2,1 %.

Nombre de DEFM A et bénéficiaires de l'Assedic

(en données brutes)



## ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Stabilisation des encours de crédit des établissements locaux

Au 31 décembre 2009, le montant total des concours bruts octroyés aux agents économiques par **les établissements de crédit installés localement** atteint 5,3 milliards d'euros (- 0,1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre et - 0,4 % sur un an). L'encours sain (4,8 milliards d'euros), stagne au 4<sup>ème</sup> trimestre (- 0,1 % et - 1,6 % sur un an).

### Légère reprise des encours de crédits aux ménages ...

L'encours sain des **crédits aux ménages** (2,6 milliards d'euros), principale clientèle des établissements de crédit locaux, progresse de 1,4 % au quatrième trimestre (+0,5 % en 2009). L'encours des crédits à l'habitat enregistre une légère reprise au quatrième trimestre (+1,9 %, +3,6 % en 2009), avec probablement comme en métropole, une meilleure orientation du marché immobilier en fin d'année. Le regain de consommation des ménages, constaté au dernier trimestre, avec notamment la hausse des ventes de véhicules neufs, a permis un léger rebond de l'encours des crédits à la consommation (+ 0,4 % sur le trimestre, - 5,1 % sur l'année).

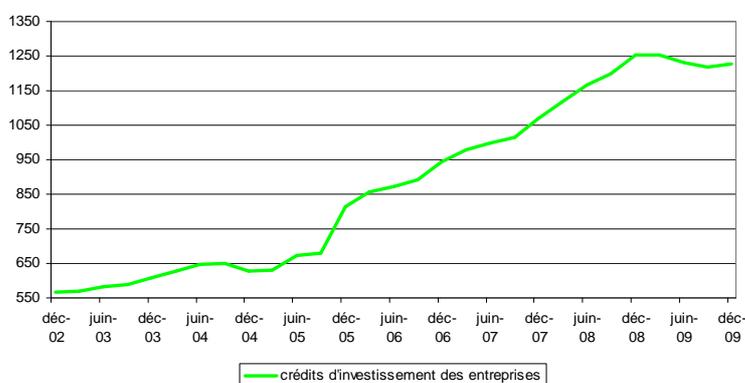
### ... mais faiblesse des crédits aux entreprises.

Au quatrième trimestre, l'encours sain des **crédits aux entreprises** diminue de - 2,9 % (- 4,2 % sur l'année).

L'encours des crédits de trésorerie atteint un plus bas historique depuis 2005, à 171 millions d'euros (- 11,2 % au 4<sup>ème</sup> trimestre et - 27,2 % sur l'année).

L'encours des crédits d'investissement connaît une évolution modérée au 4<sup>ème</sup> trimestre (+0,7 %), sur un an l'encours diminue de -2,3 %. La crise économique et les incertitudes autour de la question institutionnelle ont créé un attentisme défavorable à l'investissement des entreprises sur l'année 2009.

Evolution de l'encours des crédits d'investissement des entreprises



## ACTUALITE REGIONALE

### Visite du Président de la République

Le Président de la République était en Martinique les 17 et 18 février, après une visite à Haïti. Il a rendu hommage aux secouristes qui sont intervenus en Haïti et a prononcé un discours sur l'avenir institutionnel de l'île. Le débat institutionnel est clos, après le choix des électeurs d'une collectivité unique dans le cadre de l'article 73. La date de mise en place de la collectivité unique (en 2012 ou 2014) reste ouverte. Un choix devra être également fait sur la nature de l'exécutif de la nouvelle collectivité (unique ou collégial). Enfin, le Président de la République a indiqué sa volonté de limiter le nombre de conseillers territoriaux. Une loi sera déposée devant le Parlement fin 2010 pour être votée dans le courant du premier semestre 2011. D'ici là, les élus locaux et le gouvernement travailleront ensemble sur le sujet.

<sup>1</sup> ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés

## Plan de soutien aux agriculteurs

Annoncé le 9 février, un plan de soutien exceptionnel de 600 000 euros permettra aux agriculteurs de recevoir des prêts et de bénéficier d'allègements de charges. Ce plan est pris en charge par la Direction de l'Agriculture et de la Forêt ; l'IEDOM intervenant en tant que médiateur du crédit.

## Fonds européens

Réuni le 5 février, le comité de suivi des fonds a pu faire le bilan de la période 2000-2006 et le point sur l'avancement des programmes pour la période 2007-2013. La quasi-totalité des fonds européens ont été utilisés (98,8 %), soit environ 700 millions d'euros sur la période 2000-2006, tous fonds et investisseurs confondus. En ce qui concerne les programmes 2007-2013, il y aura une obligation minimale de dépense, pour recevoir des fonds du FEDER.

## Comité d'Accompagnement des Entreprises du Tourisme

Le Comité d'Accompagnement des Entreprises du Tourisme (CADET) s'est réuni le 3 mars 2010, à l'IEDOM, en présence des représentants des professionnels du secteur touristique et des services de l'Etat en charge de la mise en œuvre du plan Corail. Les membres du Comité ont examiné la conjoncture économique du secteur en 2009, et les premières tendances de la saison 2010. Les représentants des services de l'Etat ont rappelé les dispositifs d'accompagnement des entreprises en difficulté, tant sur le volet « charges sociales » que sur celui de la fiscalité. Ils ont précisé que les dispositions du plan Corail étaient accessibles aux entreprises **jusqu'au 31 mars 2010** concernant les charges sociales. Par ailleurs, les professionnels ont demandé que les charges sociales de l'exercice 2009 puissent être prises en compte au même titre que les années antérieures, en raison de la faiblesse de l'activité économique.

## LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- janvier 2010	122,6	+0,5 %	+0,8 %
<b>Chômage</b> (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- janvier 2010	39 744	+0,5 %	+14,8 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- janvier 2010	24,2 %		+2,9 points
<b>Allocation Chômage</b> (source : Assedic)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- janvier 2010	14 799	+2,7 %	+18,7 %
<b>RMI</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2009	28 630	nd	+1,6 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (en M€)	- janvier 2010	171,2	-24,2 %	+5,5 %
	Exportations (en M€)	- janvier 2010	27,2	-20,8 %	-8,6 %
	Taux de couverture mensuel:		15,9 %		-2,4 points
<b>Grande distribution</b> (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- janvier 2010	276	-27,9 %	+2,8 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- janvier 2010	41,7		+2,8 %

## LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Banane</b> (source : DRCCRF)	Expéditions de bananes (tonnes)	- octobre 2009	20 205	ns	+41,1%
		- cumul annuel	146 458		+24,4%
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers	- janvier 2010	136 881	+1,0 %	-3,3 %
		- cumul annuel	136 881		-3,3 %
<b>Trafic Maritime</b> (source : Dircilec)	Nombre de croisiéristes	- décembre 2009	16 286	+19,0 %	-17,1%
		- cumul annuel	61 046		-30,2%
<b>Construction</b> (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- janvier 2010	14 826	-6,3 %	-15,9 %
		- cumul annuel	14 826		-15,9 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- février 2010	624	-27,4 %	-31,0 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- février 2010	110	-34,5 %	-8,3 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)	- février 2010	1 762		-35,0 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

### Taux d'intérêt légal

ANNEE 2010	0,65%	JO du 11/02/10
ANNEE 2009	3,79%	JO du 11/02/09

### Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09)

Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

### Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

Novembre	Décembre	Janvier	Février	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,3585%	0,3476%	0,3462%	0,3346%	0,4210%	0,6610%	0,9640%	1,2250%

### Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

Novembre	Décembre	Janvier	Février	Novembre	Décembre	Janvier	février
3,61%	3,54%	3,60%	3,53%	3,81%	3,74%	3,80%	3,73%

### Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

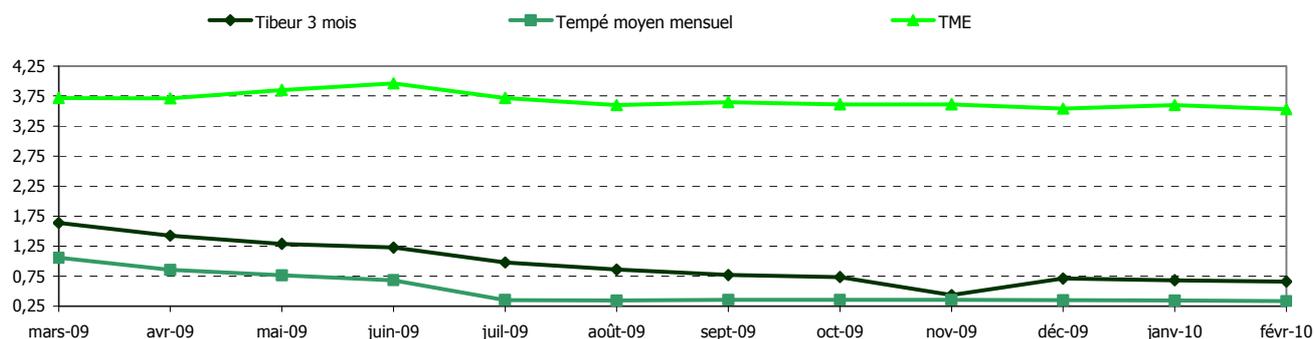
Novembre	Décembre	Janvier	février
3,61%	3,54%	3,60%	3,53%

## Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2010)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	6,57%		
Prêts à taux variable	5,92%		
Prêts relais	6,40%		
<b>Autres prêts</b>			
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,45%		
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires	19,71%	Découverts en compte (1)	13,21%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €	8,88%		

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

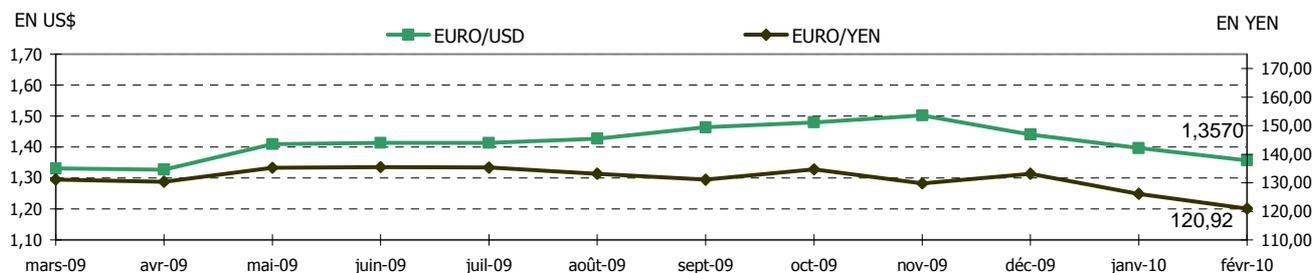
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3570	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,5049	EURO/SRD (Surinam)	3,72550
EURO/JPY (Japon)	120,9200	EURO/BWP (Botswana)	9,49830	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,42940
EURO/CAD (Canada)	1,4354	EURO/SCR (Seychelles)	15,6733	EURO/DOP (Rép. Dom.)	48,8931
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,89270	EURO/MUR (Maurice)	41,7369	EURO/BBD (La Barbade)	2,71440
EURO/SGD (Singapour)	1,9090	EURO/BRL (Brésil)	2,4719	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,61820
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5336	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,53700	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2976,55	EURO/XCD (Dominique)	3,6644	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK